

1 brasserie sur 10 arrêterait son activité en 2023 : Ne les laissons pas disparaître sans réagir !

Confrontées à une situation économique inédite et complexe, les brasseries françaises subissent de plein fouet l'inflation. 1 brasserie sur 10 déclare envisager une fermeture définitive cette année, comme le révèle la nouvelle enquête réalisée par Brasseurs de France et la CPME¹.

Dans le même temps, et alors que le Président de la République lance actuellement une stratégie nationale de réindustrialisation de notre pays que nous saluons, **Bruno Le Maire jette l'opprobre sur les entreprises de l'agroalimentaire qui « ne joueraient pas le jeu et refuseraient de revenir à la table des négociations avec la grande distribution »**, les rendant ainsi responsables de la hausse des prix que subissent actuellement nos concitoyens. Le Ministre de l'Economie n'hésite pas à les qualifier ainsi de « profiteurs de crise ». Il n'en est rien.

Il convient en effet, de **prendre en compte la réalité économique de nos entreprises : celles-ci sont en difficulté.**

Face à un marché complexe en ce début d'année 2023 (entre -3% et -5% pour le 1^{er} trimestre 2023, par rapport à 2022), nos brasseurs doivent faire face à une hausse de leur coût de revient. Ainsi, selon notre enquête, **la hausse des prix de revient peut aller jusqu'à +50% et a minima 10% pour 2 entreprises sur 3.**

Sur le terrain, Brasseurs de France constate aujourd'hui que les prix des intrants, des emballages, des matières premières, du transport, de l'énergie demeurent à des niveaux élevés.

Nos brasseurs agissent en responsabilité. La guerre des prix n'est profitable à personne, car elle entraîne une diminution continue des prix, sans création de valeur, sans répartition équitable.

Nos brasseurs ont en effet signé pour la plupart des contrats, notamment d'énergie, beaucoup plus élevés, il y a quelques mois. Il en va de même pour leur contrat avec leur fournisseur d'emballages, comme les verriers. Pourtant, **30% de nos brasseries n'ont pas répercuté cette hausse sur leur prix de vente, et seulement 61% d'entre elles indiquent l'avoir répercutée partiellement.**

Un manque à gagner qui pénalise leur trésorerie : **70% des dirigeants observent une baisse de leur trésorerie au 1^{er} semestre 2023, par rapport au semestre précédent.**

Au total, plus des **2/3 de nos brasseurs constatent que leur entreprise va plus mal au 1^{er} semestre 2023 qu'au semestre précédent.**

¹ Enquête CPME-Brasseurs de France réalisée entre le 11 avril et le 3 mai 2023.

La conséquence de toutes ces difficultés est nette : 1 brasserie sur 10 envisage aujourd'hui d'arrêter définitivement son activité, des entreprises ancrées au cœur de nos territoires qui participent à leur revitalisation.

Nos entreprises ont embauché et fortement investi dans leur outil de production pour soutenir leur développement, leur capacité d'innovation et d'investissement dans la transition écologique. Elles représentent un fleuron de l'agroalimentaire français, un acteur fort de notre souveraineté alimentaire et industrielle.

Il est inconcevable que notre filière brassicole, inscrite au patrimoine culturel, gastronomique et paysager protégé de la France, attachée à l'approvisionnement local, soit condamnée du fait d'une baisse de sa rentabilité.

Brasseurs de France

Brasseurs de France, fondé en 1878, est le syndicat professionnel de la brasserie française. Il représente plus de 98% de la production française de bière et a parmi ses membres 96% de PME/TPE. Il fédère les brasseries artisanales, historiques, familiales qui génèrent plus de 4,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires (chiffres 2020). Secteur agro-alimentaire majeur par son poids économique de l'amont (orge et houblon) à l'aval (grande distribution, cafés et restaurants), les activités liées à la filière représentent 130 000 emplois pour un chiffre d'affaires total de 15 Milliards €.

www.brasseurs-de-france.com



@BrasseursFrance



@Brasseursde.france



@brasseursdefrance